Célébrer un partenariat de 65 ans **p04**

En route vers la COP26 **p08**

Isoler. Rénover. Innover **p10**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE #4 2021



Coup de projecteur sur ...

Investir dans notre avenir : Lier les agendas social et climatique

Info *s'entretient avec le Gouverneur Rolf Wenzel* **p06**

Chère lectrice, cher lecteur



La pandémie de COVID-19, qui pèse toujours sur nous, aura révélé tant les fragilités de nos sociétés et de nos économies que leur capacité de résilience. Elle a aussi souligné à quel point l'investissement social dans la santé, l'éducation, le logement, des emplois décents, l'inclusion des plus vulnérables et le bien-être collectif, loin d'être un coût, est une chance et une priorité pour l'avenir. Les besoins sont si considérables qu'avec l'AFD, nous promouvons activement une Coalition pour l'investissement social qui réunit les banques publiques de développement, avec le soutien de sponsors tels que l'OMS, l'OIT ou encore le PNUD.

Dans le même temps, tandis que s'ouvre la COP26, les terribles inondations et incendies de cet été, et les conclusions sans appel du dernier rapport du GIEC, nous rappellent la menace vitale que fait peser le changement climatique et la nécessité d'agir sans tarder. La CEB est convaincue qu'un développement durable, inclusif et résilient, doit nécessairement associer les dimensions sociale, environnementale et économique, et que le lien social-climat est au cœur des défis à venir et de notre mission. C'est du reste ce que nous mettons déjà en œuvre en tant que banque de développement social pour l'Europe lorsque nous finançons la rénovation d'immeubles d'habitation collectifs en Lituanie ou lorsque nous nous dotons d'un instrument tel que le Fonds d'investissement social vert.

Alors que la CEB célèbre cette année son 65ème anniversaire, je rejoins le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui évoque l'énorme potentiel de croissance de la Banque. Je mesure aussi le chemin parcouru. Au terme bientôt de mes deux mandats, notre Banque se porte bien, elle est encore plus forte et toujours plus utile et pertinente. Tout ceci a été rendu possible grâce au soutien continu de ses États membres et bien sûr à l'engagement d'un personnel dévoué et hautement professionnel. C'est de bon augure pour l'avenir.



Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

Célébrer un partenariat de 65 ans
Le Président de l'APCE, Rik Daems, évoque les réalisations et l'évolution de la mission de la CEB. **p04-05**

Entretien avec le Gouverneur Wenzel
Info s'entretient avec le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, sur les faits marquants de son mandat. **p06-07**

En route vers la COP26
La Banque soulignera le lien entre inclusion sociale et changement climatique lors de cet événement planétaire. **p08**

Unir ses forces pour l'investissement social
L'engagement de la CEB dans le sommet Finance en Commun de 2021. **p09**

Isoler. Rénover. Innover
Comment un prêt de la CEB transforme des immeubles d'habitation collectifs en Lituanie. **p10-13**

Un développement social résilient au changement climatique
Nous mettons en exergue les avantages du Fonds d'investissement social vert de la Banque. **P14-15**

Les infrastructures sociales dans les Balkans occidentaux
Un nouveau rapport de la CEB examine le rôle des infrastructures sociales dans la résilience économique. **p16-17**

Partager les connaissances, trouver des solutions
Revue du dernier Brief technique de la CEB sur les systèmes de santé et médico-sociaux. **p18**

Tirer les leçons du COVID-19
Les infrastructures sociales au coeur d'un récent webinaire organisé par la CEB. **p19**

Grandir ensemble
Un portrait de l'association Eco-Răzeni, lauréate du Prix CEB pour la cohésion sociale. **p20-21**

Valoriser les obligations durables
Marieke Knußmann de GLS Investment Management GmbH nous parle des obligations durables. **p22-23**

Actualités, événements et publications
Dernières actualités et publications, et événements à venir de la Banque. **P24-25**

L'infographie
Derniers prêts approuvés par la CEB. **P26**

Isoler. Rénover. Innover

Page 10





Info est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood : weareblackwood.com

CEB

Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Letizia Bertrand; Isabelle Brun; Katherine Delikoura; Konstantin Doulamis; Tony Fernández Arias; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Anne Schifflers; Elif Timur; Arnaud Violette
Présidente : Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
e-mail: info@coebank.org

ISSN: 2707-0778 (Online) 2707-076X (Print)

Blackwood

Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.
Imprimé sur du papier FSC.

POUR EN SAVOIR PLUS **https://coebank.org**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 42 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son statut.


Crédit: ©Conseil de l'Europe

Célébrer un partenariat de 65 ans

Alors que la CEB célèbre son 65ème anniversaire, Rik Daems, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), analyse les réalisations de la Banque et l'évolution de sa mission au fil des décennies.

Alors que l'Europe émerge lentement de la pandémie de COVID-19, sa vision et sa stratégie de développement pour l'avenir sont confrontées à des défis difficiles. Les Européens souhaitent voir une Europe plus forte, plus saine, plus verte et plus sociale. Nos États membres ont une occasion unique et un devoir moral de recentrer leurs priorités et d'investir davantage dans un développement centré sur l'humain.

Un mandat social

C'est un défi de taille, mais les décideurs politiques savent qu'ils peuvent compter sur des partenaires institutionnels solides et sur la solidarité européenne. La CEB est notre partenaire privilégié depuis 65 ans - avec des valeurs communes et un mandat social au cœur de son action. Les crises successives du passé ont mis à l'épreuve sa capacité à s'adapter à l'évolution du monde et des besoins des États membres. La Banque a résisté aux tempêtes, s'est renforcée et a trouvé de nouvelles voies pour son travail de terrain.

Je souhaite rendre hommage à cette force créative et discrète dont dispose la Banque pour aider ses pays membres à progresser et à construire une plus grande prospérité, brique par brique, pour tous et ensemble. Je suis impressionné par les efforts de la Banque pour coordonner et piloter des programmes régionaux complexes de logement, le Fonds pour les migrants et les réfugiés, les centres de soins de santé, les projets de secours d'urgence et de prévention des catastrophes naturelles, ainsi que de multiples programmes de création ou de préservation d'emplois et d'écologisation des services publics.

L'expertise dans l'urgence

La Banque a également répondu rapidement aux besoins d'urgence pendant la pandémie de COVID-19 en soutenant la continuité des services publics essentiels (le secteur de la santé, les mesures de protection civique et les systèmes éducatifs). Cela a été possible grâce aux professionnels expérimentés qui travaillent pour la Banque.

L'APCE suit attentivement les efforts de la Banque et offre son plein soutien à l'expansion future de son actionnariat et de sa capacité de financement de projets. Nous pensons que la Banque a encore un énorme potentiel de croissance - les besoins sociaux et les aspirations au développement durable de nos États





Crédit: ©Conseil de l'Europe

« Nous pensons que la Banque a encore un énorme potentiel de croissance - les besoins sociaux et les aspirations au développement durable de nos États membres sont immenses. »

membres sont immenses. Nous sommes donc convaincus que les actionnaires de la Banque sauront relever le défi.

Dans ce contexte, je rappelle la Résolution 2302 (2019) de notre Assemblée qui encourage les parties prenantes de la Banque à envisager de "garder la porte ouverte à une nouvelle augmentation du capital de la CEB, en réapprovisionnant de manière plus substantielle les comptes fiduciaires existants et en mobilisant un soutien supplémentaire des donateurs et des institutions partenaires". Il ne fait aucun doute que tous les États sont confrontés à une bataille difficile pour honorer les engagements qu'ils ont pris dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement durable à l'horizon 2030 et de ses objectifs de développement durable, et la Banque peut les aider à cette fin, conformément à son dernier plan de développement stratégique. Pourtant, pour faire plus, elle a besoin d'une base de capital renforcée.

En outre, j'apprécie la contribution du représentant de la Banque à l'audition de notre Assemblée sur le thème "Surmonter la crise socio-économique provoquée par la pandémie de COVID-19" l'année dernière, lorsque nous avons discuté ensemble de plusieurs questions difficiles sur fond d'incertitudes imminentes dans les États membres. Notre dialogue a aidé le rapporteur de l'Assemblée à formuler des recommandations politiques tangibles aux États membres, en mettant l'accent sur l'investissement à long terme et la vision d'un avenir plus durable.

Soutenir les efforts d'investissement social

Nous pensons qu'il est temps de tourner le dos à l'austérité et de miser sur un développement expansif, durable et socialement inclusif, l'investissement public ouvrant la voie à la "reconquête de secteurs économiques stratégiquement importants pour la prospérité, le bien-être et l'égalité sociale futurs". Je suis convaincu que la CEB continuera à apporter sa juste contribution aux efforts d'investissement social des États membres, en tenant compte également des propositions de projets émanant directement des autorités locales et des nouveaux défis liés à la crise climatique.

Mes derniers mots visent à encourager les États membres et la Banque à donner de plus en plus la priorité aux investissements verts, afin que nous puissions construire ensemble notre résilience collective à la crise climatique et agir massivement contre la dégradation de l'environnement due à l'exploitation commerciale de notre espace vital. Nous le devons aux générations actuelles et futures. Entendons les avertissements des experts et ne perdons pas de temps - les points de basculement sont trop proches et compromettront notre prospérité si nous ne relevons pas le défi.

Ainsi, à l'occasion de son 65ème anniversaire, je souhaite à la Banque de poursuivre sa croissance et de faire preuve de détermination pour aider ses pays membres à devenir plus inclusifs socialement, plus innovants et plus durables.

[1] Résolution 2384 (2021) de l'APCE : "Surmonter la crise socio-économique déclenchée par la pandémie de covid-19'".



Rik Daems

- Président actuel de l'APCE. Il a été nommé Président de la délégation belge en 2015, et désigné Chef du Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) en 2017. Il est devenu membre de la délégation belge à l'APCE en 2007.
- Il est devenu membre du Parlement belge en 1987. D'abord élu à la Chambre des représentants, il est depuis 2014 membre du Sénat belge, où il a également présidé la Commission des Affaires étrangères et la Commission pour le financement alternatif des investissements publics.
- 1999-2003 : Ministre belge des Entreprises publiques, des Participations publiques, des Télécommunications et des PME.
- 2000 élu Président du Conseil des ministres européens des télécommunications.
- 1989-1995 Maire de la ville d'Aarschot.
- A commencé sa carrière comme expert associé pour l'ONU en Amérique centrale. A été conseiller financier et économique du Ministre belge des petites et moyennes entreprises.
- Diplômé de la *Brussels Solvay Business School* ; titulaire d'une maîtrise en localisation et développement industriels de l'Université libre de Bruxelles.
- S'intéresse à l'art contemporain et à la viticulture.

Entretien avec le Gouverneur Wenzel

Info s'entretient avec le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, sur l'anniversaire de la Banque et les faits marquants de ses dix années de mandat.



Info : Gouverneur Wenzel, cette année marque les 65 ans de la création de la CEB. Que vous inspire cet événement ?
RW : 65 ans, c'est une étape importante pour la Banque. Nous sommes en effet la plus ancienne institution financière multilatérale d'Europe ! Malheureusement, la pandémie nous a empêchés de célébrer cet événement comme nous l'aurions souhaité, mais nous avons néanmoins saisi cette occasion pour faire le point sur les développements récents, tout en conservant une vue d'ensemble, et pour réfléchir à ce qui nous attend dans les années à venir. La CEB a parcouru un long chemin depuis 1956. Je pense qu'aucun de ceux qui ont participé à la création du Fonds de Réétablissement de l'époque n'aurait pu imaginer où en serait la Banque 65 ans plus tard. Au fil des décennies, la CEB a su relever les défis, grandir et s'adapter aux changements. Tout au long de cette période, la Banque a toujours été là pour ses membres. Dans les années 1990 qui ont vu l'Europe se transformer, la CEB a élargi son actionnariat et a soutenu activement les infrastructures sociales de ses nouveaux pays membres d'Europe de l'Est. Plus récemment, lors de la crise des migrants et des réfugiés et l'année dernière quand la crise du COVID-19 a éclaté, la CEB a agi rapidement pour apporter un soutien maximal à ses membres en des temps exceptionnellement difficiles. C'est une source de fierté pour moi en tant que Gouverneur de cette institution.

Info : Pendant 10 de ces 65 années, vous avez été Gouverneur de la CEB. Quel regard portez-vous sur cette décennie ?
RW : Après 10 ans à la tête de la CEB, je suis heureux de constater que la Banque est aujourd'hui une institution beaucoup plus forte que celle que j'ai rejointe en décembre 2011. Plus forte non seulement sur le plan financier mais aussi à bien d'autres égards : plus active dans beaucoup plus de secteurs et de pays, bénéficiant d'une plus grande visibilité sur de nombreux fronts, entretenant

des partenariats solides et s'appuyant sur l'expertise d'un personnel hautement qualifié et engagé. Au cours de ces dix années, nous avons également renforcé nos relations avec nos actionnaires, avec lesquels nous avons engagé un dialogue régulier sur la manière d'affiner l'impact de nos projets sociaux et d'améliorer encore notre transparence et notre responsabilité en tant qu'institution, vis-à-vis non seulement de nos actionnaires mais aussi de nos emprunteurs, investisseurs et d'autres parties prenantes.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Notre activité de prêt a presque triplé, notre stock de projets a quasiment doublé et nos décaissements ont été multipliés par deux, tout comme nos émissions obligataires annuelles. Nous avons élargi nos activités et aussi notre actionnariat avec deux nouveaux membres, le Kosovo et Andorre. Et nous avons beau avoir opéré dans un environnement très difficile, marqué par des crises consécutives au cours de ces dix dernières années, nous avons néanmoins réussi à maintenir un bon niveau de rentabilité. Je suis très heureux de constater que notre travail et nos efforts ne sont pas passés inaperçus auprès des agences de notation financière comme extra-financière (ou ESG pour environnement, social et gouvernance). Les agences de notation de crédit ont rétabli nos excellentes notations qui avaient été remises en cause il y a dix ans en raison de la crise financière mondiale, et les agences ESG nous attribuent régulièrement une notation élevée. Tous ces développements, ainsi que le soutien continu de nos actionnaires, ont contribué à rendre la Banque plus forte.

Info : Quels sont les faits marquants de vos deux mandats en tant que Gouverneur de la CEB ?

RW : Le choix est difficile ! Pendant cette période, la CEB a fait preuve d'un haut degré de proactivité et de réactivité à des moments cruciaux pour l'Europe. J'ai mentionné précédemment la crise des migrants et des réfugiés en 2015. La CEB a été la première institution à mobiliser des ressources en soutien à ses pays membres, non seulement face à la situation d'urgence immédiate, mais aussi afin de les aider à se préparer à l'intégration socio-économique des migrants par la suite. C'est à ce moment-là que nous avons créé le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF), conformément au mandat social de la Banque et à sa mission initiale de "Fonds pour les réfugiés". De même, pendant la pandémie de COVID-19, nous avons adapté nos procédures et nos instruments financiers pour soutenir nos membres pendant une période de défis sans précédent. Et plus récemment, alors que le monde entier est aux prises avec le changement climatique et ses conséquences, nous avons créé un Fonds d'investissement social vert pour renforcer l'action environnementale de la CEB.





Un autre fait marquant pendant cette période est l'émission d'obligations d'inclusion sociale depuis 2017, sur une base annuelle, dont deux obligations en réponse au COVID-19 l'année dernière. Toutes ces émissions ont été très appréciées de la part de la communauté internationale des investisseurs et ont renforcé davantage la contribution de la Banque à la cohésion sociale et à la croissance inclusive dans toute l'Europe, de la manière la plus transparente qui soit.

En termes de partenariats, au cours des dix dernières années, nous avons renforcé notre coopération avec des partenaires importants tels que la Commission européenne, le MES ou la BERD, et nous avons également rejoint le Groupe des dirigeants de banques multilatérales de développement, sur un pied d'égalité avec nos pairs. Dans ce contexte, la haute direction de la Banque participe à des réunions régulières et prend une part active à de nombreuses initiatives, par exemple sur le changement climatique.

> **« Après 10 ans à la tête de la CEB, je suis heureux de constater que la Banque est aujourd'hui une institution beaucoup plus forte que celle que j'ai rejointe en décembre 2011. »**
>
> Gouverneur Rolf Wenzel

Je voudrais également mentionner ici le Prix CEB pour la cohésion sociale, que nous avons créé en 2020. Ses deux premières éditions se sont avérées très réussies et le Prix devrait poursuivre son œuvre importante d'encouragement et de récompense des projets de cohésion sociale innovants dans toute l'Europe. L'une des retombées positives de cette initiative est que beaucoup plus de personnes ont appris à connaître la CEB et ses activités.

Dans l'ensemble, je me réjouis de voir que la Banque se porte aussi bien. La combinaison d'un bilan solide et d'un personnel dévoué et hautement professionnel au sein de la CEB est de bon augure pour l'avenir.



Une partie du *Scottish Event Campus*, où se tiendra la COP26.

En route pour la COP26

A la veille de la 26ème Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (Conférence des Parties - COP26), nous examinons le rôle que la CEB jouera lors de l'événement pour défendre les engagements qui mettent l'inclusion sociale au cœur des politiques respectueuses du climat.

La reprise après la pandémie mondiale sera très probablement marquée par la question des inégalités, car celles-ci ont eu tendance à s'aggraver malgré l'importance des mesures de protection sociale. On s'attend donc à ce que l'interaction entre l'inclusion sociale et le changement climatique joue un rôle important lors de cette COP.

Une urgence unique

Le retard pris par les pays dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) rend de plus en plus difficile et coûteux le respect des objectifs de plafonds de température fixés par l'Accord de Paris. Ce constat est étayé par les conclusions scientifiques présentées dans le dernier rapport du groupe de travail I du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui montre que des efforts très importants doivent être déployés sans délai pour réduire les émissions de GES.

La trajectoire réelle des émissions depuis la COP21, ainsi que les engagements pris en 2015 sous la forme de contributions volontaires déterminées au niveau national, sont bien loin de l'objectif de limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C voire 1,5° C par rapport aux niveaux préindustriels. Et ce, malgré des objectifs de plus en plus ambitieux à moyen et long terme pour "rattraper" le retard.

Des signes encourageants

Toutefois, la prise de conscience des enjeux a considérablement augmenté. Les États-Unis sont de retour à la table des négociations et l'Union européenne continue de faire preuve d'un leadership fort. Pour faciliter la mise en œuvre du "Green Deal" européen, la Commission a adopté des propositions visant à rendre les politiques de l'UE en matière de climat, d'énergie, de transport et de fiscalité aptes à réduire les émissions nettes de GES d'au moins 55% d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 1990.

Une importance croissante est également accordée à la dimension sociale de l'action climatique. L'UE encourage une transition socialement équitable par le biais d'un mécanisme de transition juste et d'un nouveau Fonds social pour le climat. Ce dernier fournira des fonds aux États membres de l'UE pour soutenir les citoyens européens vulnérables.

Notre rôle à la COP26

L'intersection de deux des principaux domaines d'intérêt de la CEB - l'inclusion sociale et le changement climatique - à la COP26 rend cet événement particulièrement pertinent pour la Banque. Nous avons le statut d'observateur auprès de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), nous avons participé à la précédente COP et prendrons part à la COP26 à Glasgow.

Notre présence au *MDB Pavilion* reflètera notre implication croissante dans la famille des banques multilatérales de développement, tant au niveau stratégique qu'opérationnel. La COP26 nous permettra également de mettre en avant notre rôle de banque de développement social et l'importance des investissements sociaux dans le cadre de la lutte contre la crise climatique.

De plus, notre participation à la COP26 sera l'occasion de donner un élan supplémentaire à la Coalition pour l'investissement social, que nous avons impulsée en collaboration avec l'Agence Française de Développement. Un événement organisé au sein de l'*IDFC Pavilion* et virtuellement traitera de la connexion entre l'action pour le climat et l'investissement social, conformément à l'approche intégrée de la durabilité qui est au cœur de l'Agenda 2030.

Coalition for Social Investment

Unir ses forces pour l'investissement social

Penchons-nous sur le rôle actif joué par la CEB lors du sommet Finance en Commun 2021 qui s'est tenu à Rome et virtuellement les 19 et 20 octobre.

Il y a quelques jours, les banques publiques de développement (BPD) du monde entier se sont réunies pour la deuxième fois lors du sommet Finance en Commun (FiCS) en vue d'affirmer et de renouveler leurs engagements en faveur d'actions communes pour le climat et le développement durable.

Des leaders unis

Carlo Monticelli, Gouverneur élu de la CEB, est intervenu lors du sommet le 20 octobre dans le cadre du Dialogue des Leaders, aux côtés, entre autres, de la Directrice générale du FMI et d'autres dirigeants de banques multilatérales de développement. Il a souligné l'objectif primordial de ne laisser personne pour compte, et les liens entre cet objectif et la croissance inclusive, une prospérité partagée, l'autonomisation des femmes, l'action climatique et le développement durable. Il a souligné que la CEB peut mobiliser son expertise unique en matière d'investissement social pour contribuer à l'effort commun. Carlo Monticelli a également fait l'éloge de l'initiative Finance en commun, une plateforme importante qui permet d'unir l'ensemble des BPD et de faire en sorte que le tout soit supérieur à la somme des parties, et l'a assurée du soutien continu de la CEB dans les années à venir.

Coalition pour l'investissement social

Si le sommet de cette année s'est concentré sur la contribution des BPD à la transformation de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire pour assurer la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique et la préservation de la biodiversité, l'investissement social en aura été un thème sous-jacent. En effet, il est reconnu que l'investissement social est essentiel pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD), et pour améliorer la résilience de nos sociétés face aux crises actuelles et futures et promouvoir le bien-être de tous.

Lors du FiCS de l'année dernière, la CEB et l'Agence Française de Développement (AFD) ont lancé la Coalition pour l'investissement social, qui a appelé toutes les PDB à unir leurs forces et à accroître le caractère central et le financement des investissements sociaux.

Dans le cadre de son leadership conjoint de la Coalition pour l'investissement social, la CEB a organisé une session thématique le premier jour du FiCS, intitulée "Faire plus et mieux ! Un partenariat pour l'investissement social". Elle a été animée par Monica Scatasta, Directrice de la Direction Préparation & Suivi Techniques à la CEB, et a réuni des intervenants de haut niveau, dont Katarína Mathernová, Directrice générale adjointe de la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (NEAR) à la Commission européenne, Usha Rao-Monari, Sous-secrétaire et Administratrice associée du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Masood Ahmed, Président du Centre pour le développement mondial et Ece Börü, Directrice Générale de la Banque de développement industriel de Turquie (TSKB) et Vice-présidente de l'IDFC. Les débats ont porté sur l'importance d'investir dans les secteurs sociaux et les défis rencontrés, le lien entre les questions sociales et celles liées au climat et à environnement, ainsi que le rôle des BPD dans le soutien aux investissements sociaux.

Cette session a été l'occasion de faire le point sur les travaux de la Coalition pour l'investissement social, une initiative lancée l'année dernière lors du premier Sommet Finance en Commun et codirigée par la CEB et l'Agence Française de Développement (AFD). TSKB, l'Association des institutions africaines de financement du développement (AADFI) et la Fédération mondiale des institutions financières de développement (WDFI) ont confirmé leur adhésion à la Coalition comme nouveaux membres, et le PNUD a annoncé son accord pour en devenir l'un des sponsors, aux côtés de l'OIT et de l'OMS, afin de fournir des conseils et de partager son expertise.



Carlo Monticelli a pris part au Dialogue des Leaders au Sommet Finance en Commun.



À gauche : Katarína Mathernová, Directrice générale adjointe de la Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (NEAR) à la Commission européenne ; à droite : Monica Scatasta, Directrice de la Direction Préparation & Suivi Techniques à la CEB.

Isoler Rénover Innover



Un prêt de la CEB d'une valeur de 167,5 millions d'euros permet d'améliorer les conditions de vie et de réduire les coûts énergétiques des résidents d'immeubles d'habitation collectifs en Lituanie. L'investissement aide également le pays à protéger l'environnement et à atteindre ses objectifs en matière de changement climatique.



Le prêt de la CEB, qui a été approuvé en janvier 2019 pour 100 millions d'euros, a été complété par un financement supplémentaire de 67,5 millions d'euros de la Banque en novembre 2020. L'investissement vise à diminuer la consommation d'énergie et à réduire les coûts de chauffage pour les résidents des appartements à travers la Lituanie. Plus de 9 000 ménages devraient en bénéficier.
Le financement de la CEB a attribué à l'Agence de développement des investissements publics (VIPA), qui gère le Fonds pour la rénovation de l'habitat collectif (FRHC) de la Lituanie. Le FRHC a été créé en 2015 par un accord entre le Ministère des Finances de la Lituanie, le Ministère de l'Environnement et VIPA.

Défis initiaux

Une grande partie des nombreux sous-projets de rénovation que soutient le financement de la CEB se concentrent à Jonava, dans le centre de la Lituanie, et à Varėna, dans le sud du pays. À Jonava, 154 immeubles d'habitation collectifs ont été rénovés ou sont en cours de rénovation. Au départ, les résidents affichaient leur scepticisme vis-à-vis de ce programme - ils s'inquiétaient de la qualité éventuelle des travaux et des fonds qu'ils seraient censés apporter. VIPA a œuvré en étroite collaboration avec les résidents au sein de groupes de pilotage, leur donnant ainsi un plus grand contrôle sur le processus et renforçant leur confiance.

Une approche éprouvée et fiable

Les entrepreneurs ont utilisé des méthodes fiables et efficaces pour moderniser les bâtiments, notamment l'isolation des murs extérieurs, l'isolation du toit et des fondations, le remplacement des portes et fenêtres extérieures, le vitrage des balcons et le remplacement des anciens systèmes de chauffage.

Au fur et à mesure que les rénovations ont été menées à bien et que les résidents d'autres bâtiments ont pu constater la qualité du travail, davantage de personnes ont souhaité participer au programme. L'arrivée du froid hivernal a également permis de montrer les avantages des travaux d'isolation et de rénovation, car les résidents des appartements rénovés étaient plus au chaud tandis que leurs factures de chauffage avaient considérablement diminué.

Reda Ramaškienė, qui a présidé l'association des propriétaires d'appartements de Pūkelis, l'un des immeubles d'habitation rénovés de Varėna, déclare : "Tous les résidents ont compris qu'il était important d'investir dans leur propriété. Ils voulaient de meilleurs endroits pour vivre et ont été encouragés par les récits positifs des voisins des immeubles alentours. Ils ont approuvé la rénovation sans grande discussion.

La seule question qui a fait débat a été le choix du type de système de chauffage à utiliser", poursuit Reda. "Une chaudière à combustible solide était utilisée dans le bâtiment depuis de nombreuses années. Devions-nous nous raccorder au système de chauffage de la ville ou opter pour des sources d'énergie renouvelables ? Nous avons comparé les coûts d'investissement et de chauffage, et avons opté à 100% pour l'installation d'un chauffage géothermique et de panneaux solaires sur le toit."

Des mécanismes de financement équilibrés

Le soutien de l'État a également été un facteur important d'adhésion des résidents au processus de rénovation, tout comme la disponibilité d'un crédit à long terme à un taux d'intérêt faible et fixe de 3%. Tant qu'il était possible d'obtenir un crédit de rénovation auprès de VIPA, de nombreux résidents ont choisi cette institution.

Reda Ramaškienė ajoute : "Sans le soutien de l'État et le financement de la CEB via VIPA, la rénovation des immeubles d'habitation collectifs aurait été impossible. De nombreux résidents auraient trouvé qu'un investissement dans la rénovation du bâtiment était une charge financière insupportable.

De manière cruciale, VIPA permet aux emprunteurs de choisir la méthode de remboursement du prêt – sous forme d'amortissement linéaire ou par annuités, une

Comment VIPA a réalisé le projet de rénovation de plusieurs appartements

DÉFIS	SOLUTIONS
• Longue période d'amortissement de la rénovation • Les propriétaires ne veulent pas changer la situation actuelle • Les banques commerciales sont réticentes à fournir un financement • De nombreux propriétaires ont un revenu fixe faible • De nombreuses personnes à faibles revenus peuvent bénéficier d'une aide gouvernementale pour leurs factures d'énergie, ce qui ne les incite pas à participer au programme.	• Fournir un financement à long terme et un soutien technique • Fournir des aides supplémentaires aux bénéficiaires finaux, y compris pour la prestation énergie la prestation énergie renouvelable (en fonction des résultats, financé par le fonds pour le changement climatique et le budget de l'État) • Fournir des subventions de taux d'intérêt (en fonction des résultats) • Couvrir les versements mensuels pour les ménages à faibles revenus (sur les fonds de la municipalité).



Les bâtiments ont été modernisés grâce à une nouvelle isolation, des portes extérieures et des fenêtres ont été ajoutées et les systèmes de chauffage ont été remplacés.



Des solutions financières pour un monde en mutation

Info s'entretient avec Gvidas Dargužas, Directeur général de l'Agence de développement des investissement publics (VIPA) de Lituanie, sur la manière dont elle facilite les méthodes innovantes de financement des projets verts et d'infrastructure.

Info : Comment définiriez-vous l'Agence de développement des investissements publics (VIPA) ?
GD : Nous sommes une équipe de 72 experts dans les domaines de la finance, de l'administration du secteur public, du droit, de la gestion des risques, de l'ingénierie et autres, opérant en tant qu'institution publique de développement. VIPA est une institution financière créée par le gouvernement de la République de Lituanie en 2013. Elle vise à fournir des services financiers pour mettre en œuvre et administrer des instruments financiers destinés aux investissements du secteur public, au développement des infrastructures publiques, aux services publics et au développement de projets dans les domaines d'intérêt public. Depuis 2013, nous avons créé et géré 11 fonds et initiatives cibles qui sont actifs et couvrent les investissements verts et les investissements dans les infrastructures.

VIPA a fait preuve de leadership en utilisant les opportunités offertes par le Cadre financier pluriannuel de l'UE 2014-2020.

- Nous avons été parmi les premiers à effectuer une évaluation *ex ante*.
- Nous avons établi les premiers fonds de fonds et instruments financiers.
- Nous avons créé la première mesure de soutien remboursable dans l'UE.
- Nous avons créé l'une des premières mesures permettant de combiner un instrument financier et une subvention au sein d'un même fonds.

En combinant des sources de financement publiques et privées dans des secteurs qui en manquent, VIPA a créé des mécanismes financiers durables pour assurer le financement à long terme de programmes stratégiques et l'utilisation des remboursements. Nous participons également activement à sept projets et programmes de coopération internationale, partageons notre expérience avec des partenaires de l'Association européenne des investisseurs à long terme (ELTI) et surveillons les tendances mondiales et les innovations dans le développement des marchés financiers.

Nous pensons que les sources de financement publiques, sans les mettre en concurrence avec les sources privées, créent un climat favorable pour attirer les investissements privés.

> **« Ce prêt de la CEB apporte une contribution significative et bénéfique à la population lituanienne, permettant à beaucoup de réduire les coûts d'entretien des logements et d'améliorer l'état des immeubles d'habitation collectifs. »**
> Gvidas Dargužas

Info : Quelle est la mission de VIPA en tant qu'institution financière ?
GD : Notre mission est de promouvoir un marché financier durable qui, par le biais d'investissements équilibrés, assure un financement non cyclique dans des domaines d'importance stratégique pour l'État lituanien.

Info : Vous concentrez-vous uniquement sur le financement de projets d'efficacité énergétique ou êtes-vous également impliqués dans d'autres secteurs ?
GD : La plupart des financements mis en commun par VIPA sont destinés notamment au financement de projets verts, mais nous fournissons également des fonds pour



Bio

- Directeur général et Président du conseil d'administration de l'Agence de développement des investissements publics (VIPA) depuis mai 2013.
- 2011-2013, Directeur adjoint du département de gestion du soutien structurel de l'UE du Ministère lituanien des Finances
- 2007-2011, Chef de la division de gestion du programme d'action pour la promotion de la cohésion du département de gestion des programmes d'action du Ministère des Finances



l'amélioration des services publics et le développement de projets dans d'autres domaines d'intérêt public tels que la rénovation de sites du patrimoine culturel ou les prêts aux infrastructures d'enseignement supérieur et de formation professionnelle.

La pandémie mondiale, le changement climatique, la mondialisation, le vieillissement de la population et les développements technologiques sont en train de changer la Lituanie et le reste du monde plus rapidement que jamais, et en particulier la pandémie de COVID-19 a obligé à une transformation des économies du monde entier, y compris de la Lituanie. Ces évolutions à l'échelle mondiale nous posent des défis et créent des conditions préalables à de nouvelles opportunités. Elles nous permettent de redéfinir nos priorités sectorielles.

Les domaines d'activités de VIPA correspondent aux priorités de l'Union européenne et du gouvernement lituanien : il s'agit d'utiliser notre expérience pour développer activement les instruments financiers actuels et nouveaux en faveur de projets verts et pour augmenter le volume des fonds et des instruments existants, en assurant un mécanisme de financement durable et à long terme. Nous avons déjà mis en commun plus de 757 millions d'euros de fonds et financé plus de 1 100 projets dans des domaines d'intérêt public dans notre pays, et nous n'allons pas nous arrêter là.

Info : Quelle est votre expérience des relations avec la CEB ?

GD : Comme vous l'avez indiqué, le prêt de la CEB de 167,5 millions d'euros a permis de financer des projets de modernisation d'immeubles d'habitation collectifs via le FRHC, qui est géré par VIPA. Cette action constitue une mesure d'efficacité énergétique prioritaire en Lituanie, qui touche directement une grande partie de la population du pays. Par conséquent, ce prêt de la CEB apporte une contribution significative et bénéfique à la population lituanienne, permettant à beaucoup de réduire les coûts d'entretien des logements et d'améliorer l'état des immeubles d'habitation collectifs.

Les représentants de la CEB ont pu se rendre compte des retombées de ce financement en nous rendant visite en septembre et en voyant le processus de modernisation des bâtiments en cours à Jonava. Nous espérons que l'expérience acquise avec des partenaires comme la CEB nous permettra de coopérer avec succès au financement d'autres projets importants pour la Lituanie.

Informations sur le projet :

- Prêt de la CEB approuvé - **25 janvier 2019**
- Montant du prêt - **100 millions d'euros** ; porté ultérieurement à **167,5 millions d'euros**
- Nombre de bénéficiaires : au moins **9 000** ménages en Lituanie
- Réduction moyenne de la consommation d'énergie – **70%**

possibilité de remboursement partiel du prêt ou de remboursement anticipé - et offre d'autres conditions contractuelles utiles."

Les appartements rénovés sont très demandés

Les résidents ont déjà remarqué les avantages supplémentaires induits par les rénovations : les appartements rénovés sont beaucoup plus demandés sur le marché de l'immobilier que ceux qui doivent encore être modernisés. À Jonava, la valeur d'un appartement rénové a, en moyenne, augmenté de la valeur totale de sa rénovation. Les municipalités accordent également souvent plus d'attention aux bâtiments rénovés. Par exemple, la municipalité du district de Jonava donne la priorité aux immeubles d'habitation rénovés lors de la modernisation des espaces extérieurs et des trottoirs.

Diana Bertjē, Responsable de pays de la CEB pour la Lituanie, indique : "Ce projet de rénovation de plusieurs appartements a nécessité un prêt direct de la CEB au gouvernement, les ressources étant ensuite rétrocédées à VIPA, une institution publique de développement. VIPA dispose d'un mandat clair au niveau de l'État et a clairement prouvé son "appropriation" lors de la mise en œuvre du projet : nous avons constaté d'excellents résultats et une mise en œuvre rapide.

Je pense que ces dispositifs peuvent être reproduits pour d'autres types de projets, tels que les bâtiments publics, la santé, etc. Le financement de la CEB à des conditions favorables offre des possibilités d'investissement plus larges, en particulier lorsque des structures de financement à long terme sont nécessaires."

Une vision d'ensemble

Il y a désormais une prise de conscience croissante à travers le pays, tant de la part des



autorités publiques que des résidents, que les avantages de la rénovation des logements dépassent le cadre local - ils permettent d'économiser de l'énergie, de réduire la pollution environnementale et de soutenir l'économie.

Vaida Česnulevičiūtė, Vice-Ministre des Finances de Lituanie, déclare : "La rénovation des immeubles d'habitation collectifs est l'une des mesures les plus importantes que nous puissions prendre pour promouvoir l'efficacité énergétique. Il y a environ 40 000 immeubles à appartements multiples en Lituanie, dont environ 80% se situent dans la classe d'efficacité énergétique la plus basse.

Nous sommes heureux d'avoir travaillé avec la CEB et nous apprécions les opportunités que cela a créé pour la Lituanie. Ce projet est un excellent exemple d'investissement rapide et efficace. L'investissement de la Banque garantit des avantages à long terme - réduction de la pauvreté énergétique et des coûts énergétiques de la population, création d'un environnement de vie durable et de haute qualité, et nous permet d'atteindre les objectifs de la transition vers l'économie verte et d'atténuer le changement climatique."

Label de confiance

Dans son rapport spécial d'avril 2020 intitulé "L'efficacité énergétique dans les bâtiments", la Cour des comptes européenne, gardienne des finances de l'UE, a cité la Lituanie comme un exemple de bonne pratique. Elle indique que "seule la Lituanie a mis en place un instrument financier de l'Union européenne couronné de succès, qui a fourni des prêts préférentiels pour aider à la rénovation de quelque 4 000 immeubles d'habitation collectifs. Jusqu'à présent, seule la Lituanie a utilisé les fonds de l'UE pour mettre en place un tel instrument pour les immeubles résidentiels".



Financer un développement social résilient au changement climatique

Le Fonds d'investissement social vert (GSIF) de la CEB aide les pays membres de la CEB à accélérer leur transition vers un développement à faible émission de carbone et résilient au changement climatique. La République tchèque a récemment contribué au GSIF, qui aide la Banque à poursuivre la mise en œuvre de projets ayant un impact social et environnemental positif.

Depuis quelques années, la CEB finance des projets axés sur l'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation. Un large portefeuille de projets à travers l'Europe soutient l'efficacité énergétique, la mobilité propre, les énergies renouvelables, la protection contre les inondations et la gestion de l'eau.

En allant plus loin, le GSIF, qui a été lancé en mars 2020, est conçu pour inciter les emprunteurs à intensifier les mesures d'atténuation et d'adaptation climatiques tout en soutenant et en protégeant les groupes vulnérables.

Plus précisément, le Fonds vise à atteindre deux objectifs clés :

- Intensifier la décarbonation et la protection des infrastructures sociales contre les risques climatiques.
- Rendre les mesures de lutte contre le changement climatique plus abordables et accessibles aux groupes vulnérables sur le plan social.

Lors du lancement du GSIF, le Gouverneur Wenzel a déclaré : "Le changement climatique a, et continuera d'avoir, des effets négatifs sur la santé, la sécurité et les conditions économiques de tous les segments de la société, les groupes vulnérables étant les plus



Le Gouverneur Wenzel (à gauche) et Petr Válek.

« **La CEB a un rôle important à jouer en vue de garantir que les programmes d'action pour le climat maximisent les résultats sociaux et que les mesures prises à cet effet constituent une part importante des projets sociaux. »**

Gouverneur Wenzel

touchés. La CEB a un rôle important à jouer en vue de garantir que les programmes d'action pour le climat maximisent les résultats sociaux et que les mesures prises à cet effet constituent une part importante des projets sociaux."

Comment fonctionne le GSIF ?

Le GSIF est financé par les contributions de la CEB ainsi que par les contributions des donateurs. Ces derniers peuvent être des États membres de la CEB, des États non membres et des institutions internationales.

Les ressources du GSIF sont utilisées pour compléter les prêts de la CEB par des dons, notamment pour :

- **De l'assistance technique :**
  - Aider les concepteurs de projets à mieux repérer et intégrer les possibilités d'accroître la résilience au changement climatique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre, renforcer l'alignement des projets sur l'Accord de Paris et maximiser les effets en matière de transition.
  - Optimiser les retombées sociales des investissements de la CEB (c'est-à-dire l'inclusion des populations les plus vulnérables dans les bénéficiaires des projets).
  - Soutenir l'identification et la préparation des projets (études, plans d'action, audits énergétiques, par exemple), ainsi que la mise en œuvre (par exemple, fournir une expertise sur les investissements en faveur de l'efficacité énergétique).
- **Des aides à l'investissement :** combinées aux prêts de la CEB, les investissements qui intègrent des mesures d'atténuation du changement climatique (tout en optimisant les effets sociaux) deviennent plus abordables et plus attractifs pour les emprunteurs.
- **Le renforcement des capacités et formation.**
- **La communication et la visibilité**.

Qui peut demander un don du GSIF ?

Il n'y a pas de montant minimum ou maximum fixé pour un don. Cependant, le montant de l'aide demandée doit être en adéquation avec le coût total du projet et le montant du prêt de la CEB.

Pour recevoir un don du GSIF, le projet doit démontrer qu'il contribue de manière tangible à la compensation des conséquences négatives du changement climatique et être aligné sur les engagements pris dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) et de l'Accord de Paris.

> **« Notre contribution au GSIF, qui vise à la fois à compenser les conséquences négatives du changement climatique et à stimuler la reprise économique dans le cadre du COVID-19, s'inscrit parfaitement dans le projet du gouvernement tchèque "un pays pour l'avenir. »**
>
> Petr Válek, Ambassadeur de la République tchèque auprès du Conseil de l'Europe

Les projets de tous les pays membres de la CEB sont éligibles au financement du GSIF, mais la préférence est donnée à ceux qui sont situés dans les pays cibles de la CEB d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est. Les projets doivent également avoir dépassé le stade de l'étude d'identification initiale (pré-faisabilité). Les demandes de don peuvent être faites à tout moment.

Zoom sur un donateur

La République tchèque a rejoint la CEB en février 1999. En plus de recevoir des prêts de la Banque, elle a contribué au Programme régional de logement et au Fonds pour les migrants et les réfugiés. En 2020, lorsque les activités de dons ont été affectées par la pandémie de COVID-19, elle est devenue le deuxième plus grand donateur de fonds individuels de la Banque.

Le soutien de la République tchèque s'est poursuivi cette année avec la signature, à la mi-septembre, d'un accord de contribution pour un don au GSIF d'un montant de 1,2 million de couronnes tchèques (environ 47 264 euros).

À propos de la contribution de la République tchèque, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a déclaré : "Cet accord témoigne de l'engagement de la République tchèque à accroître la coopération et à favoriser les progrès vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Accord de Paris."

Petr Válek, Ambassadeur de la République tchèque auprès du Conseil de l'Europe, a déclaré : "Notre contribution au GSIF, qui vise à la fois à compenser les conséquences négatives du changement climatique et à stimuler la reprise économique dans le cadre du COVID-19, s'inscrit parfaitement dans le projet du gouvernement tchèque "un pays pour l'avenir."

Pour en savoir plus sur le GSIF, rendez-vous sur le site Internet de la CEB et cherchez "GSIF".



PAGE 19 TIRER LES LEÇONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Étudier les infrastructures sociales dans les Balkans occidentaux

Un nouveau rapport de l'Unité d'études de la CEB examine le rôle vital des infrastructures sociales pour aider à ce que la région des Balkans occidentaux ait une économie résiliente, développe le capital humain et contre les effets de la fuite des cerveaux.

Les pays des Balkans occidentaux ont fait des progrès considérables en vue d'améliorer les perspectives économiques et sociales de leurs citoyens, même si la région demeure encore confrontée à de nombreux défis institutionnels, réglementaires, ainsi qu'en termes d'infrastructures et d'investissement social, qui entravent la compétitivité économique et l'épanouissement du capital humain. Ces problèmes affectent le potentiel de la région lui permettant d'atteindre une croissance économique plus élevée, et créent également les conditions qui incitent de nombreuses personnes à migrer à l'étranger, notamment les personnes les mieux formées et les professionnels qualifiés. Cette fuite des cerveaux réduit la base en capital humain de la région et ses perspectives de développement économique.

L'amélioration des infrastructures sociales sera un élément important pour l'essor des pays de la région. Cela contribuera à renforcer leur capital humain et leur compétitivité, et facilitera leur transition vers des économies à plus forte valeur ajoutée et fondées sur la connaissance.

Se concentrer sur le social

Ce rapport de la CEB montre que les infrastructures sociales de la région - éducation, santé et logement - ne contribuent pas suffisamment à l'augmentation et à l'amélioration de la base en capital humain, ce qui entrave la vitesse de la convergence économique vers l'Union européenne.

L'incapacité des infrastructures sociales de la région à garantir une population plus qualifiée et en meilleure santé peut réduire la probabilité de réaliser des gains économiques et des progrès socio-économiques durables à long terme. En outre, un plus grand nombre de personnes pourraient être incitées à s'installer à l'étranger, où les infrastructures sociales permettent de construire les fondations nécessaires pour aider les individus et leurs familles à atteindre une meilleure qualité de vie. Ceci aggrave à son tour l'insuffisance du capital humain dans région, ce qui rend plus difficile pour les pays de réaliser des changements structurels, de progresser sur le plan technologique et d'obtenir une croissance économique soutenue.

Le rapport examine comment un investissement accru dans trois domaines essentiels des infrastructures sociales - l'éducation, la santé et le logement - peut contribuer à renforcer le capital humain, à contrecarrer les effets de la fuite des cerveaux et à accroître la résilience économique et la compétitivité de la région.

Éducation

Les systèmes éducatifs sont confrontés à des problèmes de financement, de disponibilité du matériel et de personnel qualifié, ce qui entrave la capacité à former des étudiants possédant les connaissances et les compétences adéquates exigées par les emplois modernes. Les résultats scolaires des pays de la région sont inférieurs à ceux observés dans les pays de l'Union européenne. L'accès à l'éducation de la petite enfance est limité dans certaines aires de la région, ce qui a des répercussions à long terme sur les inégalités en matière d'éducation. L'enseignement et la formation professionnels ne sont pas suffisamment développés pour aider les jeunes et les travailleurs existants à acquérir de nouvelles compétences ou à améliorer celles qu'ils possèdent déjà dans une économie mondiale en évolution rapide et axée sur la technologie.

Santé

Les systèmes de santé de la région manquent souvent de ressources, ce qui se traduit par l'incapacité à offrir des soins de qualité, avec des effets à long terme sur la productivité économique et le bien-être des individus. Dans les Balkans occidentaux, les piètres résultats en matière de santé et les taux élevés de maladies non transmissibles peuvent entraîner la perte d'années de productivité économique (en raison de décès prématurés) et des sorties précoces du marché du travail pour cause de mauvaise santé.

Il est inquiétant de constater qu'un exode important de professionnels de la santé vers l'étranger et de graves lacunes dans les soins primaires et les mesures préventives peuvent contribuer à l'inadéquation à long terme des systèmes de santé et des résultats sanitaires des citoyens. Les mauvais résultats sanitaires de la région pèsent sur son activité économique, car les gens quittent prématurément le marché du travail. Cette situation contraste avec les systèmes de santé généralement plus inclusifs des pays de destination des migrants, où les soins de santé visent à soutenir les capacités des personnes à être productives et en bonne santé.

« Il est nécessaire de mettre en place des systèmes d'infrastructures sociales plus inclusifs et plus complets pour accroître et renforcer la formation du capital humain dans les pays des Balkans occidentaux. »

Edo Omic, Économiste, CEB



Flux migratoires issus des Balkans occidentaux

- En moyenne, **155 000** personnes par an sont parties dans un pays de l'OCDE entre 2012 et 2018 ; en 2018, c'était **175 000** personnes.
- Plus de **71%** des jeunes des Balkans occidentaux souhaitent vivre et travailler à l'étranger.
- En 2020, **35%** des personnes n'étaient pas satisfaites de la disponibilité/du caractère abordable du logement ; **43%** n'étaient pas satisfaites des principaux services sociaux ; **29%** n'étaient pas satisfaites du système éducatif.

Logement

Le logement est devenu une question de plus en plus pressante qui souligne les problèmes socio-économiques plus larges contribuant à un développement du capital humain insuffisant et à l'émigration. Si l'accès au logement et son caractère abordable sont un problème dans presque tous les pays d'Europe, les coûts élevés du logement et des habitations de mauvaise qualité pèsent très lourdement dans les Balkans occidentaux, ce qui a un impact sur le bien-être des personnes et nuit au potentiel de développement du capital humain.

Les budgets des ménages, déjà très serrés, sont consacrés de manière disproportionnée aux coûts d'entretien des logements existants et à leur chauffage. L'offre insuffisante et la hausse des prix des logements rendent difficile l'accès au marché du logement (en particulier pour les personnes vulnérables et les jeunes). L'offre limitée de logements sociaux exacerbe encore les problèmes auxquels sont confrontés les plus vulnérables.

Trouver des réponses et localiser l'aide

Il est nécessaire de mettre en place des systèmes d'infrastructures sociales plus inclusifs et plus complets pour accroître et renforcer la formation du capital humain dans les pays des Balkans occidentaux.

Historiquement, les priorités d'investissement se sont concentrées sur des projets d'infrastructure plus traditionnels dans les secteurs des transports et de l'énergie. En outre, des marges de manœuvre budgétaire limitées, aggravées par les effets économiques de la pandémie de COVID-19, se traduisent souvent par une allocation sous-optimale des fonds aux secteurs sociaux, avec une offre insuffisante d'investissements en capital de qualité.

La région pourrait bénéficier d'un complément aux investissements traditionnels dans les infrastructures par des politiques d'investissement plus larges, qui mettent davantage l'accent sur les infrastructures sociales essentielles - éducation, santé et logement. Des efforts d'accompagnement sont en cours sur ce front. Le programme d'investissement de l'Union européenne dans la région accorde une plus grande importance à l'attribution d'un soutien financier de l'UE pour aider à développer les infrastructures sociales. Combiné au soutien du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF), des institutions financières internationales et des donateurs multilatéraux et bilatéraux, les pays des Balkans occidentaux pourraient être en mesure de mobiliser des fonds pour améliorer et développer leurs systèmes d'infrastructures sociales.

L'investissement dans les infrastructures sociales ne suffira pas à lui seul à assurer la transition des économies de la région vers des activités à plus forte valeur ajoutée, mais ces secteurs sont des éléments fondamentaux pour atteindre les objectifs primordiaux de développement économique et social. Des infrastructures sociales de meilleure qualité et plus inclusives peuvent également motiver certaines personnes à rester dans la région et à contribuer ce faisant à sa croissance économique et sociale.

PAGES 22 COMMENT LES INVESTISSEURS ÉTHIQUES VALORISENT LES OBLIGATIONS DURABLES

Partager les connaissances, trouver des solutions

Le dernier Brief technique en date de la CEB, intitulé *"Investing in Effective, Inclusive and Resilient Health and Social Care Systems in Europe"* (Investir dans des systèmes de santé et médico-sociaux efficaces, inclusifs et résilients en Europe) examine comment les investissements dans cinq domaines essentiels pourraient permettre aux systèmes de santé européens d'aider les gens à vivre plus longtemps et en meilleure santé.

La pandémie de COVID-19 a projeté les systèmes de santé au premier plan de notre vie sociale et économique en Europe et dans le monde. Lorsque les établissements de santé se sont retrouvés engorgés par un afflux sans précédent de patients atteints du COVID-19, la majorité des Européens ont dû s'adapter au confinement. En effet, la protection des systèmes de santé contre l'effondrement est devenue l'un des principaux objectifs de la plupart des pays.

Or, avant même la pandémie, les systèmes de santé européens étaient confrontés à des faiblesses structurelles croissantes liées au vieillissement des populations, à l'évolution des modes de vie et à la dégradation de l'environnement. Au cours des dernières décennies, la prévalence de plus en plus forte des maladies non transmissibles (MNT), telles que le cancer, le diabète et les maladies cardiovasculaires, ainsi que la multimorbidité, ont menacé les progrès réalisés en termes d'espérance de vie. Les systèmes de santé sont également de moins en moins viables financièrement, car les populations ont des besoins plus importants en matière de services de santé et médico-sociaux, alors que les budgets publics demeurent limités.

Aggravation des inégalités au sein des systèmes de santé

La pandémie a révélé et aggravé les inégalités de ressources et d'accès aux soins qui existaient déjà entre les pays européens et en leur sein. De nombreux groupes sociaux vulnérables ont encore du mal à accéder à des services de santé adéquats, tandis que les pénuries croissantes d'infrastructures physiques de santé et de personnel médical dans les régions européennes continuent de menacer la cohésion sociale. Dans ce contexte, le COVID-19 s'est avéré plus destructeur pour les communautés déjà mal desservies en termes d'accès et de qualité des soins.



Comment les systèmes de santé peuvent-ils devenir plus inclusifs ?

Ce Brief technique (en anglais) préparé par Kristina Maslauskaite et Thomas Kergall de la Direction Préparation & Suivi Techniques de la CEB, soutient qu'une approche plus intégrée des investissements dans les soins de santé augmenterait l'efficacité, le caractère inclusif et la résilience des systèmes de santé européens.

L'investissement dans les cinq domaines ci-dessous permettrait de relever les défis auxquels sont confrontés les systèmes de santé européens.

1. L'offre multidisciplinaire de soins primaires dans des centres de santé locaux, en mettant l'accent sur les soins centrés sur la personne et la prévention des maladies. La construction et le fonctionnement de ces centres seraient moins onéreux que ceux des hôpitaux ou des cliniques, ce qui garantirait un accès plus durable sur le plan financier et plus inclusif.
2. Des soins et un soutien à long terme ancrés dans les communautés et intégrés aux soins de santé primaires. Ces services favoriseraient l'autonomie des personnes dans le besoin et permettraient à de nombreux aidants informels, qui sont généralement des femmes, de (ré) intégrer le marché du travail ou d'accéder à des opportunités d'emploi plus rémunératrices.
3. Des hôpitaux plus intelligents, plus flexibles, plus inclusifs, plus écologiques et principalement axés sur l'offre de soins spécialisés dans les affections aiguës.
4. La numérisation des services de santé ainsi qu'un investissement accru dans la surveillance de la santé et la recherche.
5. Plus de soutien pour garantir la disponibilité d'une main-d'œuvre dans la santé et le médico-social, dotée des bonnes compétences et aux bons endroits.

Obtenir de meilleurs résultats en matière de santé pour tous

Des systèmes de santé bien intégrés, fondés sur les principes de bien-être, de solidarité et de durabilité, permettraient à davantage d'Européens de vivre plus longtemps et en meilleure santé. Toutefois, les investissements et les approches décrits dans ce Brief technique ne produiront les résultats escomptés que s'ils sont durables sur le plan environnemental, inclusifs et qu'ils s'accompagnent d'une modification des modes de vie modernes.



Lisez le Brief technique maintenant

Le Brief technique *"Investing in Effective, Inclusive and Resilient Health and Social Care Systems in Europe"* peut être téléchargé depuis la page d'accueil de la CEB, sous la rubrique "publications".

Tirer les leçons du COVID-19

Le 30 septembre, la CEB a organisé un webinaire intitulé en anglais *"Investing in more and better social infrastructure for inclusive, resilient and sustainable societies."* C'est le troisième d'une série mise en place par la Banque sur le thème d'une reprise inclusive, durable et résiliente après le COVID-19.

Les inégalités sociales croissantes et le sous-investissement chronique dans les infrastructures publiques se renforcent mutuellement en augmentant la vulnérabilité des sociétés et des économies à des chocs imprévus. La crise du COVID-19 a clairement montré comment leurs effets conjugués interagissent avec l'accélération des crises climatique et environnementale pour affaiblir la résilience et l'inclusivité des économies européennes.

Plus tôt cette année, lors du sommet social de Porto, les dirigeants européens ont réaffirmé que la reprise devait être durable, inclusive et équitable. Or, les infrastructures sont actuellement l'une des principales priorités du G20. Renforcer les infrastructures sociales afin de garantir un accès équitable à des services essentiels de qualité et abordables pour tous constitue ainsi l'un des moyens les plus efficaces de promouvoir la cohésion et l'intégration sociales.

Cette session organisée par la CEB s'est penchée sur le déficit d'infrastructures sociales, avec un accent particulier sur la situation en Europe, et a plaidé en faveur d'une priorisation et de l'augmentation des financements pour soutenir les objectifs de durabilité sociale.

Chaque intervenant s'est vu poser une question sur les insuffisances dont souffre le secteur social, ainsi que sur les défis et solutions envisageables. Ils ont également examiné comment des partenariats plus étroits entre institutions publiques et avec les entreprises privées peuvent contribuer à faire progresser l'agenda de l'investissement social.

Panélistes

- **Monica Scatasta**, Directrice de la Préparation & Suivi Techniques de la CEB
- **Yngve Engstroem**, Chef de la coopération à la délégation de l'UE au Monténégro
- **Anuela Ristani**, Adjointe au maire de la ville de Tirana
- **Antonella Baldino**, Responsable du financement du développement, Cassa Depositi e Prestiti
- **Gerd Trogemann**, Directeur du Programme des Nations unies pour le développement, centre régional pour l'Europe et l'Asie centrale.



« Les banques publiques de développement sont une pièce d'un puzzle beaucoup plus complexe. Le financement public à lui seul ne suffit pas ; nous devons donc réfléchir à de nouvelles façons de tirer parti du financement privé. »

Monica Scatasta



« Les conclusions des évaluations d'impact du COVID-19 confirment que les tendances de développement et les modèles d'investissement antérieurs à la pandémie ne sont pas durables et que, si l'on n'y remédie pas, ils feront régresser plutôt que progresser la réalisation des ODD. »

Gerd Trogemann



« Rien qu'en Europe, les estimations suggèrent que combler le déficit d'infrastructures sociales nécessite 100 à 150 milliards d'euros d'investissements supplémentaires par an, pour un total estimé à 1500 milliards d'euros, sur la période 2018-2030. »

Antonella Baldino



« Si vous n'investissez pas dans la croissance des échanges commerciaux, il n'y aura pas d'espace pour les investissements sociaux. Si vous ne créez pas une transition écologique, ceux qui sont déjà vulnérables souffriront le plus. Tout est lié. »

Yngve Engstroem

Grandir ensemble

L'association Eco-Răzeni, lauréate du Prix CEB pour la cohésion sociale de cette année, offre une formation sur le tas et des opportunités d'emploi aux jeunes adultes issus de milieux défavorisés en République de Moldova, en s'adressant notamment aux personnes en situation de handicap. Info dresse le portrait d'Eco-Răzeni et s'entretient avec son Directeur général, Sergiu Gurău, sur ce que cette victoire signifie pour l'ONG.

« Personne n'embauche de personnes en situation de handicap ». "Vers qui me tourner et qui peut m'aider à trouver un emploi ou à apprendre un métier si j'ai un handicap ?". Ce ne sont là que quelques-uns des défis auxquels sont confrontés les jeunes marginalisés, et auxquels l'association Eco-Răzeni contribue à répondre depuis 2012, lorsqu'elle a créé l'entreprise sociale et solidaire *Floare de cires* (qui signifie "Fleur de cerisier" en anglais).

Răzeni est un village du district de Ialoveni, dans le centre de la République de Moldova. Le village compte 7 000 habitants dont environ 45 jeunes présentant un handicap, âgés de 16 à 35 ans. Deux tiers d'entre eux n'ont aucune éducation ou une éducation primaire, tandis que les autres ont très peu de formation ou d'expérience professionnelle. Ces jeunes vivent pour la plupart dans des familles socialement vulnérables dont le revenu mensuel moyen est très faible et sont exclus de leur communauté en raison de leur handicap.

Les débuts

Depuis 1998, l'association Eco-Răzeni nourrit l'autonomie des jeunes défavorisés par le biais de formations transformatrices et de programmes professionnels destinés à renforcer les compétences nécessaires à leur indépendance. Il y a un peu moins de dix ans, Eco-Răzeni a lancé Fleur de cerisier, la première entreprise de restauration et d'intégration sociale en République de Moldova, en collaboration avec le ministère fédéral autrichien du travail, des affaires sociales et de la protection des consommateurs (BMASK), l'association "Volkshilfe Solidarität" et WienWork d'Autriche. L'Association avait pour objectif de fournir une approche innovante pour résoudre les défis de la pauvreté et de l'exclusion sociale des groupes à risque, en améliorant leur qualité de vie. Et début 2014, elle a lancé sa propre serre, où les membres de l'équipe cultivent des légumes biologiques destinés à être utilisés dans ses services de restauration.

Fleur de cerisier a récemment ouvert une nouvelle boulangerie sociale et solidaire et une installation de restauration de 511 m², appelée "L'espoir a une adresse", qui fournit des installations de restauration modernes, d'excellentes ressources de formation et des opportunités d'emploi supplémentaires pour les jeunes présentant un handicap.

Une opportunité d'autonomisation

Sergiu Gurău, Directeur général d'Eco-Răzeni, déclare : "L'idée que nous pouvons aider les gens à résoudre leurs problèmes est ce qui nous motive chaque jour à poursuivre notre mission. Il est crucial pour la cohésion sociale de comprendre et d'avoir de l'empathie pour les gens. C'est pourquoi, lorsque nous avons entendu parler du Prix CEB pour la cohésion sociale, nous avons tenu à poser notre candidature. Nous y avons vu un moyen de donner du pouvoir à davantage de personnes dans le besoin."

Depuis son lancement, Eco-Răzeni a permis à plus de 130 jeunes marginalisés de bénéficier d'un emploi et d'une formation professionnelle. Fleur de cerisier est un lieu de soutien et sûr, où ils peuvent apprendre à cultiver, préparer et servir des aliments, tout en acquérant des compétences plus générales, comme le travail en équipe. Irina Nepotu, qui travaille à Fleur de cerisier, déclare. "J'aime beaucoup travailler ici et je me suis fait de nombreux amis. Nous restons toujours en contact avec les diplômés du programme de formation."

Faire partie d'une entreprise sociale et solidaire aide également les jeunes à développer leur confiance, leur estime de soi et leurs compétences en communication/interpersonnelles. Larisa Platon, Responsable de la formation à Eco-Răzeni, déclare à propos de l'entreprise : "Les jeunes hommes et femmes qui nous rejoignent sont en situation de handicap, viennent de familles défavorisées et ont peu d'opportunités. Ici, ils obtiennent une profession, un projet de vie."

En substance, Eco-Răzeni soutient ces jeunes qui sont très éloignés du marché du travail afin qu'ils puissent se diriger vers, et trouver, un emploi durable et significatif. Cependant, les avantages s'étendent également à la collectivité dans son ensemble. Maria Gangan est une ancienne enseignante et l'une des bénéficiaires de la cantine Fleur de cerisier. À propos de son expérience d'Eco-Răzeni, Maria







Eco-Răzeni en chiffres

- **36 :** le nombre de personnes âgées et de personnes seules pauvres qui reçoivent des repas de Fleur de cerisier trois fois par semaine.
- **130 :** le nombre de jeunes en situation de handicap qui ont bénéficié d'une formation à Eco-Răzeni depuis 2013.
- **160 000 :** le nombre de repas gratuits servis à **210** bénéficiaires entre 2013 et 2020.

> **« L'idée que nous pouvons aider les gens à résoudre leurs problèmes est ce qui nous motive chaque jour à poursuivre notre mission. »**
>
> Sergiu Gurău, Directeur général, Eco-Răzeni

indique : "Quand ils sont venus pour la première fois avec de la nourriture chaude, j'ai été tellement touchée que j'ai pleuré. Le repas m'a même été apporté par mon ancien élève, Serghei, l'un des employés de l'entreprise."

Développer des communautés inclusives

Que signifie pour l'entreprise le fait de remporter le Prix CEB pour la cohésion sociale ? M. Gurău déclare : "Le prix de 25 000 euros en lui-même nous aidera à remplir plusieurs rôles : développer de nouvelles initiatives, notamment notre nouvelle boulangerie sociale et solidaire, qui offre un nouvel espace de formation et de travail important. Il nous permettra également de continuer à promouvoir la diversité et la reconnaissance des droits des personnes en situation de handicap, afin de créer des communautés plus inclusives et plus de cohésion dans toute la République de Moldova.

Tout le monde à Eco-Răzeni était absolument ravi de remporter le prix CEB", poursuit M. Gurău. "C'était merveilleux pour notre personnel, nos enseignants stagiaires et nos bénéficiaires, y compris leurs familles, de voir notre travail reconnu de cette manière. Cela a renforcé notre confiance dans notre capacité à renforcer la cohésion sociale dans notre communauté."

Accroître son rayonnement

Cette victoire s'accompagne également d'opportunités inestimables pour accroître le rayonnement d'Eco-Răzeni et de son travail. "Gagner le Prix CEB pour la cohésion sociale a été un incroyable sujet de conversation pour nous et pour toute la communauté", conclut M. Gurău. "Nous avons reçu de nombreux messages de bonne volonté et avons été interviewés par différentes chaînes de télévision. Tout cela nous permet d'ajouter de la valeur à notre travail - en illustrant notre impact auprès des bailleurs de fonds et des décideurs. Dans les moments difficiles dus à la pandémie, cela nous permet de planifier et d'obtenir le soutien de tous les groupes marginalisés afin de pouvoir relever les défis communs."



Comment les investisseurs éthiques évaluent les obligations durables

Les obligations durables jouissent d'une popularité croissante sur le marché. De plus en plus d'entreprises, d'institutions supranationales ou d'États émettent des obligations en faveur de la protection du climat ou de la justice sociale. Mais toutes les obligations ne tiennent pas leurs promesses, comme l'explique Marieke Knußmann, de GLS Investment Management GmbH.

Info : GLS Investment Management investit dans le marché des obligations durables par le biais du GLS Bank Climate Fund. Quelles sont les raisons pour lesquelles vous êtes actifs sur ce marché ?
MK : Nous sommes une filiale à part entière de GLS Bank, le pionnier de la banque sociale et écologique en Allemagne. Nous considérons qu'il est de notre mission d'orienter les capitaux là où ils auront un impact positif - tant pour l'environnement que pour la société. C'est précisément la promesse faite par les émetteurs d'obligations durables. Les fonds collectés sont destinés aux obligations vertes, qui soutiennent les énergies renouvelables ou la mobilité durable, par exemple, ou aux obligations sociales, qui financent des logements abordables. Ce sont des projets passionnants que nous considérons comme très attractifs.



Info : Comment procédez-vous lorsqu'une obligation durable arrive sur le marché ?
MK : Nous avons mis en place notre propre processus de revue en interne pour les émissions obligataires, qui repose sur plusieurs étapes. Dans ce processus, il est important que l'émetteur et l'obligation soient durables et répondent à nos critères stricts. C'est pourquoi nous vérifions certaines normes à ces deux niveaux. Nous considérons cela comme un mandat conféré par nos clients. Selon nous, nous agissons ici de manière plus rigoureuse que de nombreux concurrents sur le marché.

Info : Par où commencez-vous ?
MK : Tout d'abord, nous examinons l'émetteur. Nous voulons comprendre à quel point il est crédible. La durabilité est-elle profondément ancrée dans le modèle économique ou s'agit-il plutôt d'un outil publicitaire ? Nous examinons de très près la façon dont l'émetteur conduit ses affaires. Si nous découvrons des ventes qui proviennent de combustibles fossiles, d'armes, de pratiques commerciales controversées ou du travail des enfants, nous n'investissons pas. Ce n'est que lorsque nous sommes sûrs que l'émetteur n'est pas actif dans ces domaines que nous examinons l'obligation elle-même.

Info : Quels sont les critères décisifs pour l'obligation ?
MK : Au départ, nous regardons ce que l'émetteur veut financer avec le produit de l'obligation. Le capital est-il investi dans des projets qui correspondent à notre conception de la durabilité ? Dans le cas des obligations vertes, nous préférons les projets qui soutiennent les transports respectueux du climat, l'efficacité énergétique des bâtiments ou le traitement de l'eau dans les marchés émergents. Pour les obligations sociales, nous sommes guidés par les *Social Bond Principles* (principes applicables aux obligations sociales) de l'ICMA. Il s'agit de logements abordables, de microfinance ou d'approvisionnement alimentaire. Mais récemment, d'autres aspects, comme la diversité ou l'équité de genre, sont devenus beaucoup plus importants pour nous.

« Les fonds collectés sont destinés aux obligations vertes, qui soutiennent les énergies renouvelables ou la mobilité durable, par exemple, ou aux obligations sociales, qui financent des logements abordables. Ce sont des projets passionnants que nous considérons comme très attractifs. »
Marieke Knußmann

Info : Si c'est le cas, comment procédez-vous ?
MK : Si nous sommes convaincus par les projets financés, nous vérifions les processus et la transparence de l'émetteur. Nous examinons de très près l'avis d'un tiers. Nous voulons être sûrs qu'il y a un cantonnement. Les émetteurs doivent disposer d'un cadre dans lequel ils rendent leurs critères publics. Il est tout aussi important que les émetteurs décrivent en détail leur processus de sélection des projets qu'ils financent. Nous ne mettons pas d'argent dans une réserve aveugle.

Notre travail ne s'arrête pas là. Nous examinons de très près les rapports d'impact. Nous voulons des réponses à ces questions : l'argent est-il vraiment allé aux projets ? Quels sont les effets positifs du financement ? Comment ont-ils été mesurés ? Y a-t-il un avantage supplémentaire ?

Info : Alors rien ne s'oppose plus à un investissement, n'est-ce pas ?
MK : Nous sommes un investisseur éthique. La durabilité ne peut s'exprimer uniquement par des chiffres. C'est pourquoi nous allons un peu plus loin : même si la plupart des signes semblent bons, mais que nous avons encore des inquiétudes, nous avons mis en place un droit de veto. Bien sûr, les analystes doivent le justifier. Il est toutefois important pour nous de ne pas nous fier uniquement aux faits et aux chiffres, mais aussi au bon sens. Il y a toujours des angles morts que même un processus d'évaluation complet ne peut couvrir. Le fait de pouvoir exprimer ouvertement ces préoccupations enrichit considérablement notre travail.

Info : Lorsqu'il s'agit d'émissions obligataires, les choses doivent aller vite. Parfois, il n'y a pas assez de temps pour une analyse détaillée. Comment révisez-vous votre décision ?
MK : Une revue permanente, c'est très important pour nous qui sommes l'un des leaders de qualité du secteur. Notre comité d'investissement GLS valide tous les investissements que nous faisons une fois de plus. Ce comité est un organe décisionnel composé d'experts en durabilité qui se réunit plusieurs fois par an. Il examine à nouveau de très près si nous avons pris la bonne décision. Cela nous donne, mais aussi à nos investisseurs, une assurance supplémentaire.



Marieke Knußmann

- Analyste de recherche senior au sein du département de recherche sur la durabilité de GLS Investment Management GmbH, spécialisée dans l'examen des émetteurs obligataires dans les domaines de la mobilité et de l'ingénierie mécanique et électrique ; responsable des obligations vertes, du suivi et du Fonds pour le climat de GLS.
- A étudié les sciences politiques et les relations internationales / la recherche sur la paix et les conflits au sein des universités de Darmstadt, Aberystwyth et Francfort-sur-le-Main.
- Auparavant, elle a travaillé au secrétariat de l'initiative allemande pour la transparence dans les industries extractives et en tant qu'analyste ESG pour l'agence de notation ISS ESG, où elle était chargée de l'évaluation du secteur 'aérospatial et défense', ainsi que des solutions ODD.

Actualités, événements et publications

Visites officielles du Gouverneur de la CEB

En septembre, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a effectué des visites officielles en Turquie et en Lettonie.

En **Lettonie**, le Gouverneur Wenzel a rencontré des personnalités gouvernementales de haut niveau ainsi que le Maire de Riga Mārtiņš Staķis et a souligné l'importance du partenariat avec les villes pour soutenir l'investissement social au niveau local. La délégation de la CEB a également visité l'Université de Lettonie (UL) et le campus de Ķīpsala de l'Université technique de Riga (RTU), tous deux bénéficiaires de prêts de la CEB.

En **Turquie**, le Gouverneur Wenzel a rencontré des représentants du gouvernement et souligné l'importance du soutien continu de la CEB au projet d'atténuation des risques sismiques et de préparation aux situations d'urgence d'Istanbul (ISMEP), l'un des plus grands programmes d'atténuation des risques sismiques pour une seule et même ville au monde. Le Gouverneur et le Représentant du Ministère du Trésor et des Finances ont signé le troisième accord de prêt soutenant ISMEP, d'une valeur de 100 millions d'euros.

Au bureau des projets de la CEB à Ankara, le Gouverneur Wenzel a examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme SHIFA (*Strengthening Health Care Infrastructure for All*), qui vise à rendre les services de santé en Turquie plus accessibles aux réfugiés et à renforcer les infrastructures de santé. Le Gouverneur et le Représentant du Ministère de la Santé ont signé deux accords de don de l'Union européenne d'un montant de 80,6 millions d'euros afin de soutenir les investissements dans les soins médicaux pour les réfugiés.

En **octobre**, le Gouverneur Wenzel a assisté à une cérémonie à Leipzig, en Allemagne, pour mettre en avant la construction de logements sociaux dans la ville. La CEB a approuvé un prêt supplémentaire de 100 millions d'euros à Leipziger Wohnungs and Baugesellschaft MBH, l'une des plus grandes sociétés de logement municipales d'Allemagne, pour financer la construction et la rénovation de logements destinés aux personnes vulnérables et à celles à faibles revenus.

Plus tard dans le mois, le Gouverneur Wenzel s'est également rendu en Finlande et en Slovénie.

En **Finlande**, il a rencontré de hauts responsables gouvernementaux, le Maire d'Helsinki Juhana Vartiainen, la Maire de Tampere Anna-Kaisa Ikonen, et le Directeur général de Pirkan Opiskelija-asunnot (POAS), Timo Jokinen, et a visité des projets financés par des prêts de la CEB. Le Gouverneur Wenzel et le Directeur de Tampere City Group, Juha Yli-Rajala, ont signé un accord-cadre de prêt de 60 millions d'euros, en soutien à la construction, la restauration et l'extension des infrastructures municipales de la ville de Tampere.

En **Slovénie**, il a assisté à la cérémonie d'ouverture du parc de logements Novo Brdo à Ljubljana, qui est partiellement financé par un prêt de la CEB d'un montant de 50 millions d'euros. Le Gouverneur a visité d'autres projets financés par des prêts de la CEB et a discuté de la coopération actuelle et future avec le Ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire, Andrej Vizjak, le Ministre des Finances, Andrej Šircelj, le Maire adjoint de Ljubljana, Aleš Čerin, et le Directeur du Fonds du logement de la République de Slovénie, Črtomir Remec. Il a également rencontré des représentants de la Banque slovène d'exportation et de développement (SID Banka) afin de finaliser un nouveau prêt de 50 millions d'euros pour des investissements municipaux dans les infrastructures, l'efficacité énergétique et l'environnement.

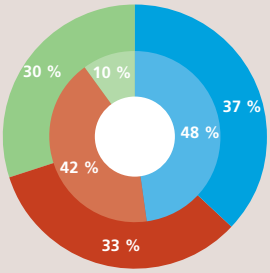
Des perspectives positives

Fitch Ratings a confirmé la notation AA+ de la Banque et a révisé sa perspective de "stable" à "positive". Fitch Ratings a souligné le mandat public renforcé de la Banque en raison du rôle important qu'elle a joué pour soutenir les États membres tout au long de la crise des migrants et de la pandémie de COVID-19.

Standard & Poor's (S&P) a confirmé la notation AAA de la CEB (perspective stable). Cette notation est la plus élevée possible et reflète l'évaluation *"extremely strong"* de l'agence concernant le profil de risque d'entreprise et le profil de risque financier de la CEB.

LA CEB EFFECTUE SA PLUS GRANDE ÉMISSION DE RÉFÉRENCE (BENCHMARK) EN USD DE 2021

La CEB a émis sa plus grande transaction de référence en USD de 2021, après l'émission de 500 millions de dollars d'obligations d'inclusion sociale à 3 ans en juin. Le carnet d'ordres a attiré de nombreux investisseurs de grande qualité. La nouvelle émission de référence de 1 milliard de dollars US à 5 ans arrivera à échéance le 22 septembre 2026.



Répartition des investisseurs

Par zone géographique

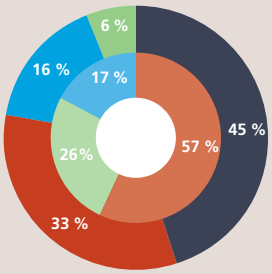
Asie · Europe, Moyen-Orient et Afrique · Amériques

Par type d'investisseur

Banques centrales/institutions officielles · Banques/départements de trésorerie des banques · FM/Ins/PF

NOUVELLE TRANSACTION KANGOUROU DE 300 MILLIONS DE DOLLARS AUSTRALIENS

La Banque a émis une nouvelle transaction Kangourou de 300 millions de dollars australiens sur trois ans, à échéance au 8 octobre 2024, ce qui représente la première émission Kangourou de référence de la CEB depuis 2010. La transaction a attiré un large éventail d'investisseurs.



Répartition des investisseurs

Par géographie

Investisseurs nationaux · Europe, Moyen-Orient et Afrique · Asie · Amériques

Par type d'investisseur

Banques/départements de trésorerie des banques · AM/Ins/PF · Banques centrales/institutions officielles

Agenda
novembre 2021 - janvier 2022

Prochaines réunions et conférences de la CEB et au-delà

PLUS SUR **COEBANK.ORG**



18-19 novembre (format hybride)

Réunion du Conseil d'administration de la CEB
La dernière réunion du Conseil d'administration en 2021. Les représentants de chaque État membre approuveront les nouveaux projets d'investissement.
En savoir plus : coebank.org/fr/about/structure-management/administrative-council/

3 décembre (Paris)

Réunion du Conseil de direction de la CEB
La dernière réunion du Conseil de direction de la Banque en 2021. Le Conseil de direction supervise l'orientation générale de la CEB.
En savoir plus : coebank.org/fr/about/structure-management/governing-board/

31 octobre - 12 novembre (Glasgow)

COP26
La CEB organisera un événement lors de cette conférence historique.
Pour en savoir plus : https://ukcop26.org/

Lisez nos dernières publications

Vous pouvez télécharger toutes les publications de la CEB depuis notre site web. Rendez-vous sur coebank.org et cliquez sur 'toutes les publications'.

BRIEF TECHNIQUE (EN ANGLAIS) : INVESTING IN EFFECTIVE, INCLUSIVE AND RESILIENT HEALTH AND SOCIAL CARE SYSTEMS IN EUROPE

Ce rapport, de la Direction Préparation & Suivi Techniques de la CEB, soutient qu'une approche intégrée des investissements dans les soins de santé améliorerait les systèmes de soins de santé en Europe.
Téléchargez le Brief sur https://coebank.org/media/documents/TB_Investing_in_Effective_Inclusive_and_Resilient_Health__Social_Care_Systems__dwpHC2Z.pdf



SOCIAL INFRASTRUCTURE IN THE WESTERN BALKANS

Ce rapport en anglais, de l'Unité des études de la CEB, examine comment l'amélioration du capital humain et le renforcement de la compétitivité économique dans les six pays des Balkans occidentaux pourraient combattre la fuite des cerveaux à laquelle ils sont confrontés.
Téléchargez le rapport sur https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/?type=study



NE MANQUEZ PAS LE PROCHAIN NUMÉRO **d'Info** QUI SORTIRA EN JANVIER 2022

Zoom sur les projets

Notre site web présente les actualités et les publications de la CEB, ainsi que les mises à jour des projets financés par la CEB. Rendez-vous sur **coebank.org**

New CEB loan approvals
Nouvelles approbations de prêts de la CEB

Seven new loans totalling almost €628 million were approved by the CEB's Administrative Council in September.
Sept nouveaux prêts d'un montant total de près de 628 millions d'euros ont été approuvés par le Conseil d'administration de la CEB en septembre.

The new financing, in the form of five Programme Loans and two Public Sector Financing Facilities, will support healthcare, social infrastructure, education and environmental projects. The loans will also improve access to funding for micro, small and medium-sized enterprises (MSMEs).
Les nouveaux financements, sous la forme de cinq prêts-programmes et de deux facilités de financement du secteur public, soutiendront des projets dans les domaines de la santé, des infrastructures sociales, de l'éducation et de l'environnement. Les prêts amélioreront également l'accès au financement des micros, petites et moyennes entreprises (TPE-PME).

1 Cyprus / Chypre

Loan size: €65.5 million
Borrower: Government
Aim: To support the development of education facilities at pre-primary, primary and secondary levels.
Montant du prêt : 65,5 millions d'euros
Emprunteur : Gouvernement
Objectif : Soutenir le développement d'infrastructures éducatives aux niveaux pré-primaire, primaire et secondaire.

5 Poland / Pologne

Loan size: €200 million
Borrower: PKO Leasing
Aim: To support and strengthen MSMEs, including preserving existing, and creating new jobs.
Montant du prêt : 200 millions d'euros
Emprunteur : PKO Leasing
Objectif : Soutenir et renforcer les TPE-PME, notamment en préservant les emplois existants et en en créant de nouveaux.

6 Portugal / Portugal

Loan size: €158.7 million
Borrower: Autonomous region of Madeira
Aim: To finance a new hospital for Madeira, serving the island's inhabitants and visitors.
Montant du prêt : 158,7 millions d'euros
Emprunteur : Région autonome de Madère
Objectif : Financer un nouvel hôpital pour Madère, au service des habitants et des visiteurs de l'île.



Derniers prêts approuvés par la CEB

2 Czech Republic / République tchèque

Loan size: €50 million
Borrower: Národní rozvojová banka (NRB)
Aim: To improve urban and rural infrastructure and protect the environment.
Montant du prêt : 50 millions d'euros
Emprunteur : Národní rozvojová banka (NRB)
Objectif : Améliorer les infrastructures urbaines et rurales et protéger l'environnement.

3 Germany / Allemagne

Loan size: €100 million
Borrower: Leipziger Wohnungs- und Baugesellschaft mbH
Aim: To finance the construction of new rental housing and renovate existing buildings.
Montant du prêt : 100 millions d'euros
Emprunteur : Leipziger Wohnungs- und Baugesellschaft mbH
Objectif : Financer la construction de nouveaux logements locatifs et la rénovation de bâtiments existants.

4 Lithuania / Lituanie

Loan size: €4 million
Borrower: Lithuanian Central Credit Union
Aim: To enhance access to financing for MSMEs, fostering growth and entrepreneurship.
Montant du prêt : 4 millions d'euros
Emprunteur : Union centrale de crédit de Lituanie
Objectif : Améliorer l'accès au financement des TPE-PME, en favorisant la croissance et l'esprit d'entreprise.

7 Spain / Espagne

Loan size: €50 million
Borrower: Sociedad Pública de Infrastructuras y Medio Ambiente de Castilla y León S.A.
Aim: To strengthen environmental protection and provide drinking water to the 2.4 million inhabitants of the Castilla y León region.
Montant du prêt : 50 millions d'euros
Emprunteur : Sociedad Pública de Infrastructuras y Medio Ambiente de Castilla y León S.A.
Objectif : Renforcer la protection de l'environnement et fournir de l'eau potable aux 2,4 millions d'habitants de la région de Castilla y León.

